

B – LA RÉPARTITION ET L'UTILISATION DE LA PRODUCTION

1 – Les secteurs produisent, distribuent des revenus et dépensent

a) – Les sociétés produisent, distribuent des revenus et investissent

1 - La séquence simplifiée des comptes des sociétés non-financières en France en 2009

En milliards d'€ 2000	EMPLOIS	RESSOURCES
1 – Compte de production		
Production		2 338
Consommation intermédiaire	1 381	
Valeur ajoutée	VA =	
2 – Compte d'exploitation		
Valeur ajoutée		
Subventions		18
Salaires nets et cotisations sociales	635	
Impôts sur la production	55	
Excédent brut d'exploitation	EBE =	
3 – Compte d'affectation des revenus		
Excédent brut d'exploitation		
Intérêts, dividendes,... reçus (primaire)		245
Intérêts, dividendes,... versés (primaire)	326	
Impôt sur le revenu et autres (secondaire)	82	
Revenu disponible brut	RDB =	
4 – Compte d'utilisation du revenu		
Revenu disponible brut		122
Epargne brute	EB =	
5 – Compte de capital		
Epargne brute		122
Aides à l'investissement et transferts en capital		14
FBCF	192	
Variation de stocks	- 33	
Capacité (+) ou Besoin (-) de financement	BF =	

(Source : Insee, Les comptes de la nation 2010)

Q1 – Que décrit le compte de production ? Calculez la VA des sociétés non financières en 2009.

.....

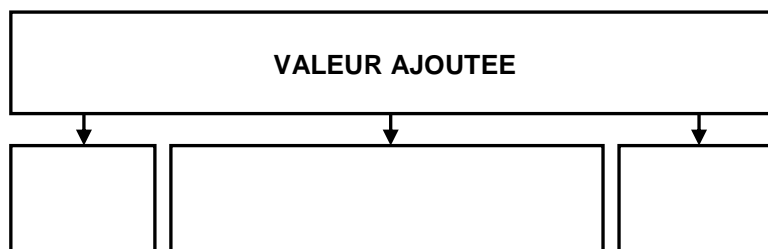
.....

Q2 – Que décrit le compte d'exploitation ?

.....

.....

Q3 – À l'aide du tableau, remplissez le schéma suivant :



Q4 – Pourquoi l'État prélève-t-il des impôts sur la production ?

.....

.....

Q5 – A partir du tableau, complétez les équations suivantes

Rémunération des salariés =+.....

Salaire net =-.....

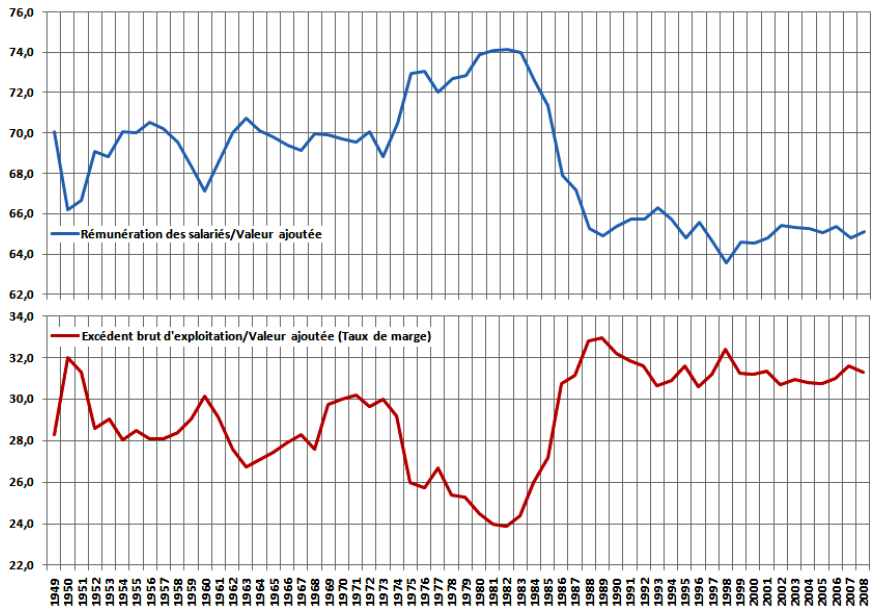
Q6 – Qu'est-ce qu'une *cotisation sociale* ? Qui l'a paye ? A qui est-elle versée ?

-
-
-

Q7 – Calculez l'excédent brut d'exploitation en 2009 et complétez l'équation

$$EBE = VA - (..... +) +$$

2 - Part de la rémunération des salariés et de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée brute en France (en %)



Q1 – Quelle est la part en % des salaires bruts dans la valeur ajoutée en 1989 ?.....

Q2 – Quelle est la part en % des profits bruts approximativement en 1989 ?.....

3 – La hausse des salaires dépend en grande partie du rapport de force entre capital et travail, entre syndicats et employeurs. En 1968 d'abord, après les accords de Grenelle, et en 1974, ensuite, à la suite du premier choc pétrolier, la part revenant aux salaires dans la valeur ajoutée a beaucoup augmenté. Ceci s'explique par le fait que les acteurs économiques considéraient la crise comme provisoire et que les syndicats étaient encore puissants, de sorte que les augmentations de salaires réels étaient supérieures aux augmentations de productivité.

Le renversement de tendance date du milieu des années 1980. La forte poussée du chômage a limité les revendications salariales, tandis que dans le même temps, les entreprises ont fait des efforts pour substituer le capital au travail et réduire leurs coûts de production afin d'augmenter leurs bénéfices.

(Source : P.Monier, *Economie générale*, Gualino Editeur, 2001)

Q3 – A partir des courbes et du texte, remplissez le texte à trous :

En France, et dans la plupart des pays développés, le partage de la valeur ajoutée entre la rémunération des et les profits.....a connu plusieurs périodes :

- ✓ Dans les années 1950-1973, le partage est relativement..... : en gros,% de la VA pour les salariés et un peu plus de.....% pour les profits bruts. Ceci signifie que le pouvoir d'achat des salaires (salaires réels) a augmenté au même rythme que la à la suite d'un « compromis fordiste » passé entre les syndicats et les entrepreneurs (les salariés acceptaient l'organisation du travail fordiste et recevaient en contrepartie des hausses de pouvoir d'achat égales à leurs efforts).
- ✓ Des années 1973 au début des années 1980, le partage devient favorable aux..... : la part de la rémunération salariale augmente de.....points pour atteindre% de la VA et celle des profits tombe à un quart. A cette époque, le « compromis fordiste » est remis en cause et les syndicats sont suffisamment forts (le.....est faible) pour arracher des augmentations de salaires réels supérieurs à la hausse de la valeur ajoutée.
- ✓ Des années 1980 au début des années 1990, le partage devient nettement favorable aux..... : la montée du chômage et les politiques de rigueur salariale empêchent les salariés de défendre leur part du gâteau. La part des salariés diminue de.....points de la valeur ajoutée. La part des profits bruts atteint près dude la valeur ajoutée.
- ✓ Depuis les années 1990, le partage s'est relativement.....en faveur des entreprises. La part de la rémunération des salariés n'a pas retrouvé son niveau des « trente glorieuses » et représente moins de% de la VA. Le chômage, la précarité de l'emploi, l'individualisation des salaires, la faiblesse des syndicats, ont pesé en faveur d'un taux de.....élevé.

Q4 – Comment a été calculé le taux de marge ?

$$\text{Taux de marge} = \frac{\dots\dots\dots}{\dots\dots\dots} \times 100$$

Q5 – Que décrit le compte d'affectation des revenus ?

.....

.....

.....

4 – L'utilisation de l'excédent brut d'exploitation des sociétés en France (en % de la VA)

	1960	1970	1980	1990	2000	2009
Intérêts nets versés	3,6	6,5	8,5	6,9	5,3	3,4
Dividendes versés	5,1	4,4	2,9	4,7	8,0	11,7
Impôts sur les bénéfices	4,6	3,7	3,1	3,4	4,0	1,8
Bénéfices non distribués	15,8	14,4	11,2	17,8	15,4	12,8
Total EBE =	29,1	29,0	24,7	32,8	32,7	29,7

Q1 – Pourquoi une société reçoit-elle des intérêts et des dividendes ?

.....

.....

Q2 – A qui en verse-t-elle ?

-
-

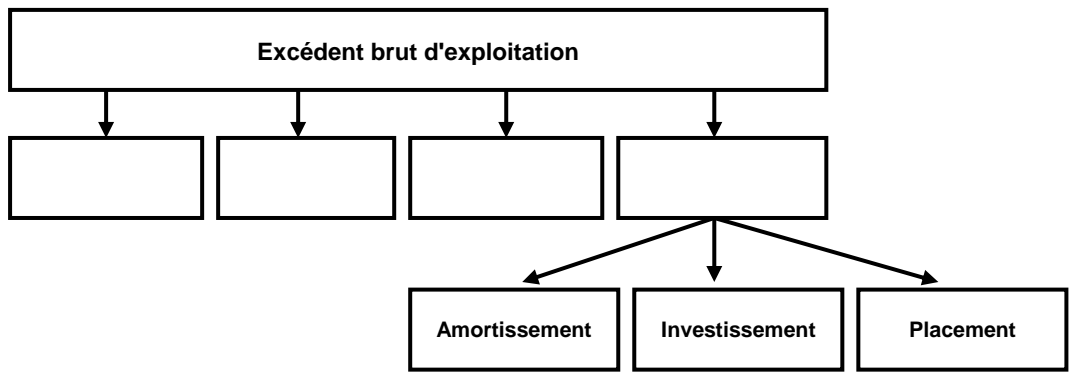
Q3 – Calculez le Revenu disponible brut des sociétés en 2009 dans le compte d'affectation.

Q4 – Pourquoi l'épargne brute des sociétés est-elle égale au revenu disponible brut ?

.....

.....

Q5 – À l'aide du tableau, remplissez le schéma suivant :



5 – Deux termes doivent être soulignés pour l'expression FBCF. D'une part, il s'agit d'une formation brute de capital. Le capital est un stock, qui mesure un ensemble de biens d'équipements dont l'usage s'étend sur plusieurs périodes. L'investissement est un flux de nouveaux biens d'équipement qui au cours de l'année viennent s'ajouter à ce stock. Mais, il ne s'agit pas d'un apport net car, durant la période les anciens équipements perdent de leur valeur (on parle de dépréciation). Cette dépréciation peut être due à des facteurs techniques (usure), mais surtout à des facteurs économiques (obsolescence) : certains équipements sont « déclassés », car dépassés ou non rentables, et on ne les utilise plus, bien qu'ils soient toujours en mesure de fonctionner. Une partie de l'investissement total (ou brut) sert à compenser cette dépréciation de manière à maintenir à l'identique l'appareil productif. Il s'agit de l'investissement de remplacement, que la comptabilité nationale nomme « consommation de capital fixe » (on utilise également l'expression d'amortissement). La variation effective du stock de capital au cours d'une période est l'investissement net, c'est-à-dire l'investissement brut moins la dépréciation du capital.

(Source : Patrick Villieu, *Macroéconomie : l'investissement*, La Découverte, 2000)

Q1 – Qu'est-ce qu'un investissement pour la comptabilité nationale ?

.....

.....

Q2 – Qu'est-ce qu'un amortissement pour la comptabilité nationale ?

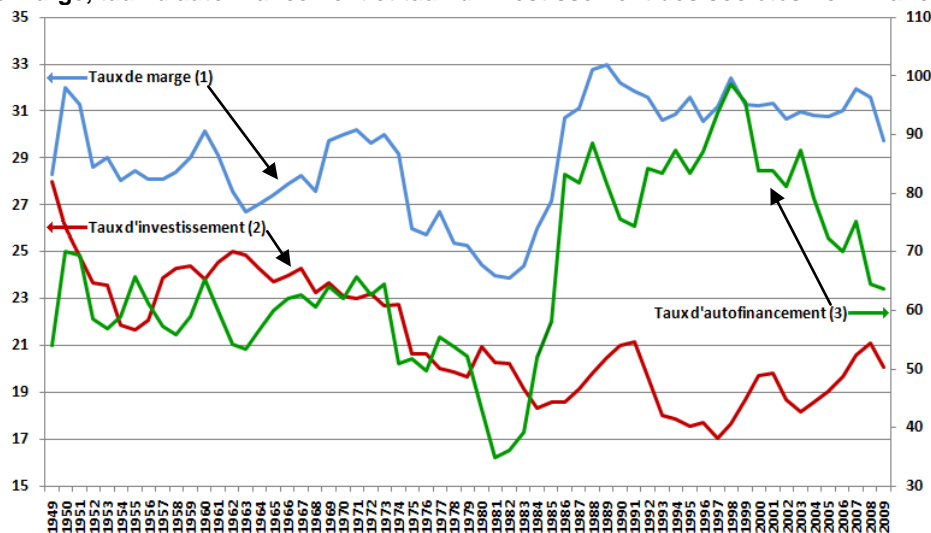
.....

.....

Q3 – Complétez l'équation suivante :

$$\text{FBCF} = \dots\dots\dots + \dots\dots\dots$$

6 – Taux de marge, taux d'autofinancement et taux d'investissement des sociétés non financières (en %)



(1) Taux de marge : Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée brute (échelle de gauche)
 (2) Taux d'investissement = FBCF / Valeur ajoutée brute (échelle de gauche)
 (3) Taux d'autofinancement = Epargne brute / Formation brute de capital fixe (échelle de droite)

Q1 – A partir du tableau (4) et des courbes (6) remplissez le texte à trous :

Depuis les années 1960, on peut distinguer quatre périodes dans le partage de l'EBE :

- ✓ Des années 1960 aux années 1970, plus de la.....de l'EBE reste aux sociétés non financières pour financer leurs investissements bruts. A cette époque, elles consacrent plus de.....% de la VA en moyenne à l'achat de biens d'équipement durables et de bâtiments. Leur.....brute, qui correspond aux bénéfices non distribués, autofinangent à peu près.....% de leurs investissements. Le reste est distribué en parts à peu près.....aux créanciers (banques, obligataires), aux propriétaires et à l'Etat.

Taux d'investissement =/VA x 100

- ✓ Au cours des années 1970, la diminution des.....bruts dans la valeur ajoutée se traduit par une baisse de.....points du taux d'investissement entre 1970 et 1983. L'épargne brute finance moins de.....% des investissements. Les entreprises sont obligées de s'.....auprès des banques pour financer le reste. Elles distribuent relativement moins de.....aux propriétaires

Taux d'autofinancement = Epargne Brute/..... x 100

- ✓ Des années 1980 aux années 1990, le redressement du taux de.....depoints entre 1982 et 1988 ne se traduit par un relèvement du taux d'..... qui reste inférieur à% de la valeur ajoutée des sociétés. En conséquence, les profits non.....finangent plus de.....% des investissements. Une part croissante de l'EBE va être accaparée par les créanciers (intérêts versés) car les entreprises se sont endettées dans la décennie antérieure.
- ✓ Depuis les années 1990, ce sont les.....qui s'accaparent une part croissante de l'EBE. En effet, les propriétaires des grandes sociétés sont de plus en plus souvent des fonds de pension, des fonds d'investissement et des institutions financières qui réclament des versements élevés de dividendes (capitalisme financier). La baisse des taux d'..... réels et le désendettement des entreprises a, en revanche, réduit la part des créanciers.

Q2 – Que se passe-t-il si l'investissement est supérieur à l'épargne brute ? Calculez le besoin de financement en 2009.

.....

Q3 – Complétez les équations suivantes :

Epargne brute > = de financement

Epargne brute < = de financement

b) – Les ménages produisent, reçoivent des revenus, consomment et épargnent

1 - La séquence des comptes des ménages en France en 2009

En milliards d'€ 2000	EMPLOIS	RESSOURCES
1 – Compte de production		
Production marchande		246
Production pour usage propre		189
Consommation intermédiaire	90	
Valeur ajoutée	VA =	
2 – Compte d'exploitation		
Valeur ajoutée		
Subventions		3
Masse salariale versée	46	
Impôts sur la production	16	
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	EBE =	
3 – Compte d'affectation des revenus		
EBE et revenu mixte (primaire)		
Masse salariale reçue (primaire)		1 014
Revenus nets de la propriété (primaire)		130
Prestations sociales et autres (secondaire)		484
Cotisations sociales versées (secondaire)	423	
Autres transferts (secondaire)	37	
Impôt sur le revenu (secondaire)	160	
Revenu disponible brut	RDB =	
4 – Compte d'utilisation du revenu		
Revenu disponible brut		1 294
Consommation finale individuelle	1 085	
Epargne brute	EB =	
5 – Compte de capital		
Epargne brute		
FBCF	117	
Capacité (+) ou Besoin (-) de financement	CF =	

(Source : Insee, Les comptes de la nation 2010)

2 – Les dépenses des ménages sont classées en consommation, à la seule exception des achats de logement et des dépenses assimilées (grosses réparations), classées en FBCF. Mais les ménages se font rembourser une partie de leurs dépenses principalement quand elles concernent la santé. En outre, certains services produits par les administrations comme les services d'éducation, leur sont fournis gratuitement ou quasi gratuitement. Les dépenses de consommation finale ne comprennent que les dépenses effectivement supportées par les ménages; pour la santé, en particulier, elle n'inclut que les dépenses non remboursées. La consommation finale effective des ménages englobe les remboursements ainsi que les services gratuits individualisables, ceux dont le bénéficiaire peut être précisément défini, comme dans le cas de l'éducation. En revanche, les dépenses pour la défense nationale ou la sécurité (services collectifs) ne font pas partie de la consommation finale effective des ménages. Elles sont retracées dans un poste intitulé, consommation effective des administrations.

(Source : D.Teman, *Ecoflash* n° 143, Insee, décembre 1999)

Q1 – Quelles sont les deux productions des ménages ? Calculez leur VA en 2009.

-
-

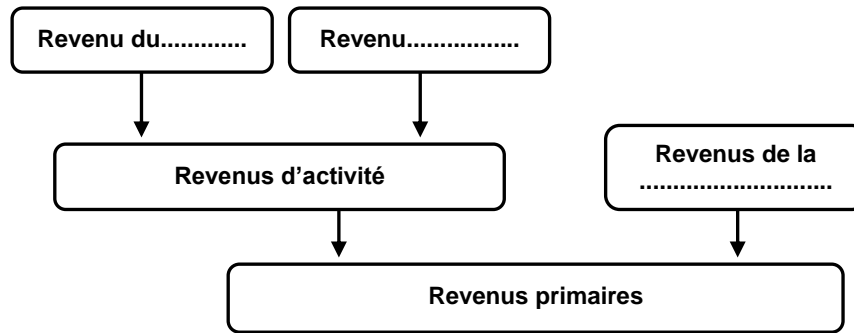
Q2 – Calculez l'EBE des ménages en 2009 ? Qu'est-ce qu'un revenu mixte ?

.....

Q3 – Quels sont les trois revenus primaires des ménages ?

-
-
-

Q4 – Complétez le schéma avec les revenus primaires qui apparaissent dans le tableau :



Q5 – Comment passe-t-on du *revenu primaire* au *revenu disponible brut* des ménages ? Calculez ce dernier pour 2009.

$$\text{RDB} = \text{Revenu primaire} - (\dots\dots\dots + \dots\dots\dots) + \dots\dots\dots$$

$$\text{RDB} = \text{Revenu} \dots\dots\dots - \text{Prélèvements obligatoires} + \dots\dots\dots$$

Q6 – Quelles sont les deux utilisations du revenu disponible brut des ménages ?

-
-

Q7 – La consommation individuelle des ménages représente-t-elle la totalité de leur consommation ?

.....

.....

.....

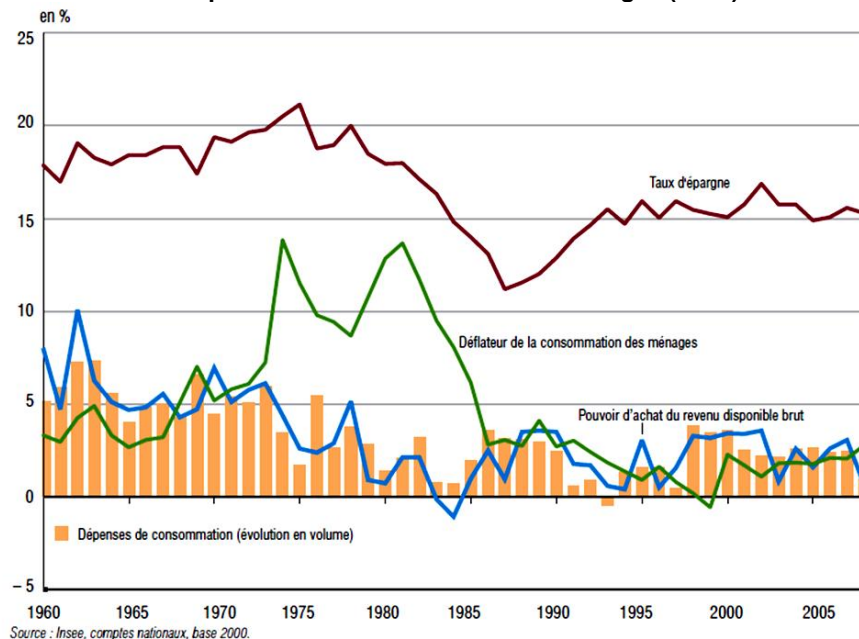
Q8 – Calculez l'épargne brute en 2006. Que font les ménages de leur épargne ?

-
-

Q9 – Calculez la capacité de financement des ménages. Que font-ils de cet argent ?

-
-

2 - Evolution du pouvoir d'achat et des dépenses de consommation des ménages (en %) et taux d'épargne (en % du RDB)



Q1 – Faites une phrase avec le taux d'épargne en 2009 sans employer le mot "le taux" :

Q2 – Comparez l'évolution du pouvoir d'achat, celle de la consommation et celle du taux d'épargne. Que constatez-vous ?

Q3 – Peut-on dire que la consommation diminue depuis le milieu des années 1970 ?

c) – Les administrations publiques produisent, distribuent et investissent

1 - La séquence des comptes des administrations publiques en France en 2009

En milliards d'€ 2000	EMPLOIS	RESSOURCES
1 – Compte de production		
Production marchande		54
Production non marchande		362
Consommation intermédiaire	104	
Valeur ajoutée	VA =	
2 – Compte d'exploitation		
Valeur ajoutée		
Masse salariale	254	
Impôts sur la production nets de subventions	6	
Excédent brut d'exploitation	EBE =	
3 – Compte d'affectation des revenus		
Excédent brut d'exploitation (primaire)		
Impôts indirects (TVA,...) (primaire)		285
Impôts directs (sur le revenu...) (secondaire)		187
Cotisations sociales reçues (secondaire)		329
Autres revenus et transfert net versés (secondaire)	86	
Prestations sociales versées (secondaire)	362	
Revenu disponible brut	RDB =	
4 – Compte d'utilisation du revenu		
Revenu disponible brut		405
Consommation finale individuelle	306	
Consommation finale collective	164	
Epargne brute	EB =	
5 – Compte de capital		
Epargne brute		
FBCF	79	
Capacité (+) ou Besoin (-) de financement	BF =	

(Source : Insee, Les comptes de la nation 2010)

Q1 – Quelle est la production principale des administrations publiques ? Calculez sa VA en 2009.

Q2 – A qui l'administration publique verse-t-elle des salaires ?

Q3 – Calculez l'EBE des administrations publiques en 2009 et reportez les dans le tableau.

Q4 – Quels sont les principaux revenus des administrations publiques ?

-
-

Q5 – Complétez l'équation :

Prélèvements obligatoires =+.....

Q6 – Quels sont les deux utilisations principales de ces revenus ? Calculez le RDB en 2009.

-
-

Q7 – Pourquoi l'Etat a-t-il des dépenses de consommation ? Quelles sont-elles ?

-
-

Q8 – Calculez l'épargne brute et le besoin de financement et reportez les dans le tableau

Q9 – Que signifie un besoin de financement pour l'administration publique ? Où trouve-t-elle l'argent ?

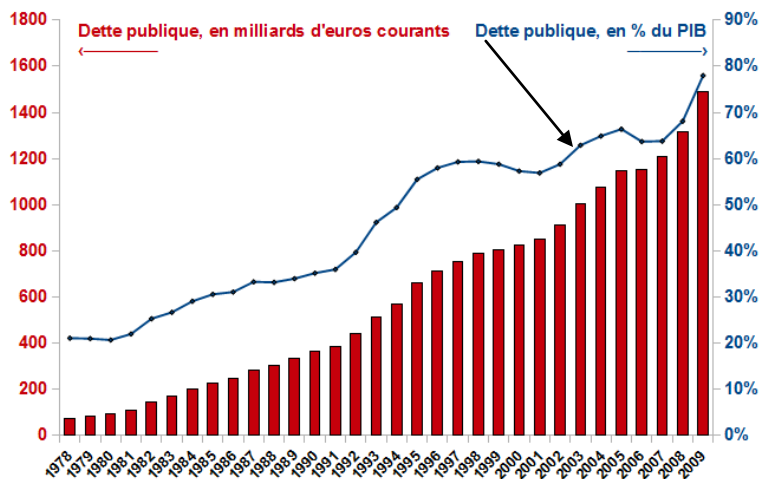
-
-

2 - L'évolution de l'intervention de l'Etat dans l'économie française (en % du PIB)

	1960	1970	1980	1990	2000	2009
Taux des prélèvements obligatoires	36,5	35,2	41,5	42,3	44,1	48,4
Part des dépenses publiques dans le PIB	35,4	34,5	42,1	44,9	52,6	56,0

(Source : Insee, Les comptes de la nation 2010)

3 - L'évolution de la dette publique en France



Q1 – Faites une phrase avec le taux des prélèvements obligatoires en 2009 sans employer le mot "le taux" :

-
-

Q2 – A partir du tableau et du graphique, remplissez le texte à trous :

- ✓ Jusque dans les années 1970, le poids de l'Etat dans l'économie représentait plus du.....du PIB. A cette époque, les.....fiscales et sociales des administrations publiques étaient.....auxpubliques. Les budgets de l'Etat, de la.....sociale et des administrationsétait donc..... et la dette publique ne représentait que.....% du PIB.
- ✓ A partir du milieu des années 1970, lespubliques augmentent plus fortement que le..... Leur poids dépassent la.....du PIB. En effet, le ralentissement de la.....du PIB, la montée du.....et dépenses de restructuration de l'économie ont obligé l'Etat à intervenir davantage dans l'économie. Parallèlement, les prélèvements.....ont augmenté.....vite que le PIB. D'une part, le ralentissement de la croissance et la montée du chômage se sont traduit par de..... rentrées fiscales et sociales. D'autre part, l'Etat, dans une optique libérale, a réduit les taux d'..... et de cotisations sociales pour inciter les agents économiques à augmenter leur offre. En conséquence, le budget des administrations publiques est devenu..... En 2009, le.....public représente% du PIB. Pour combler ces déficits, l'Etat a dû s'..... De nos jours, la dette publique représente près de.....% du PIB et elle a augmenté de.....points depuis 2007.

2 – L'équilibre emplois-ressources et le circuit économique

a) – Emplois et ressources des secteurs institutionnels

1 – Les revenus des secteurs institutionnels et leur utilisation en France en 2009

	Ressources	€	Emplois	€	Capacité de financement	€	Besoin de financement	€
Ménages	- Salaires bruts - EBE - Propriété - Prestations	1014 286 130 484	- Cotisations - Impôts - Consommation - FBCF	460 160 1085 117	- Capacité	92		
Sociétés non financières	- EBE - Propriété	285 245	- Revenus versés - Impôts - FBCF +/- Stocks	326 82 145			- Besoin	23
Sociétés financières	- EBE - Propriété - Cotisations	30 290 61	- Revenus versés - Impôts - Transferts - FBCF	275 5 64 13	- Capacité	24		
Administrations publiques	- EBE - Impôts - Cotisations	52 472 329	- Prestations - Consommation - FBCF	448 470 79			- Besoin	144
ISBLM	- Revenus	30	- Dépenses	29	- Capacité	1		
TOTAL								
Reste du Monde	- Exportations - Revenus reçus	439 161	- Importations - Revenus versés	476 174			- Besoin	54

Q1 – Calculez le total des ressources et le total des emplois et inscrivez votre résultat dans le tableau

Q2 – Quels sont les agents qui ont des besoins de financement ?

-
-

Q3 – Quels sont les agents qui ont des capacités de financement ?

-
-
-

Q4 – Calculez le solde entre les capacités de financement et les besoins de financement =

Q5 – Comparez le dernier solde avec le solde du reste du Monde. Qu'en déduisez-vous ?

.....

.....

.....

b) – La contribution de la demande à la croissance

① Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2009		
	2007	2008	2009	Prix évolution (en %)	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	2,4	0,2	-2,6	0,5	1 907,1	-2,6
Importations	5,6	0,6	-10,7	-5,2	476,6	-3,1
Total des emplois finals	3,1	0,3	-4,4	-0,7	2 383,8	-5,7
Consommation effective des ménages, dont : dépense de consommation	2,4	0,9	0,9	-0,1	1 418,6	0,6
- des ménages	2,5	0,5	0,6	-0,6	1 084,6	0,4
- individualisable des administrations	1,6	2,1	2,0	1,2	305,8	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,2	0,9	4,2	1,4	164,0	0,3
Formation brute de capital fixe, dont :	6,0	0,5	-7,1	-0,6	392,1	-1,5
- entreprises non financières	8,1	2,4	-8,0	-0,3	204,3	-0,9
- ménages	4,6	-2,7	-8,7	-1,7	106,6	-0,5
- administrations publiques	4,4	-2,8	0,5	0,2	63,9	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	-0,3	-1,9	///	-30,5	-1,9
Exportations	2,5	-0,5	-12,4	-3,5	439,6	-3,3

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

Q1 – A partir du tableau, complétez les deux équations suivantes :

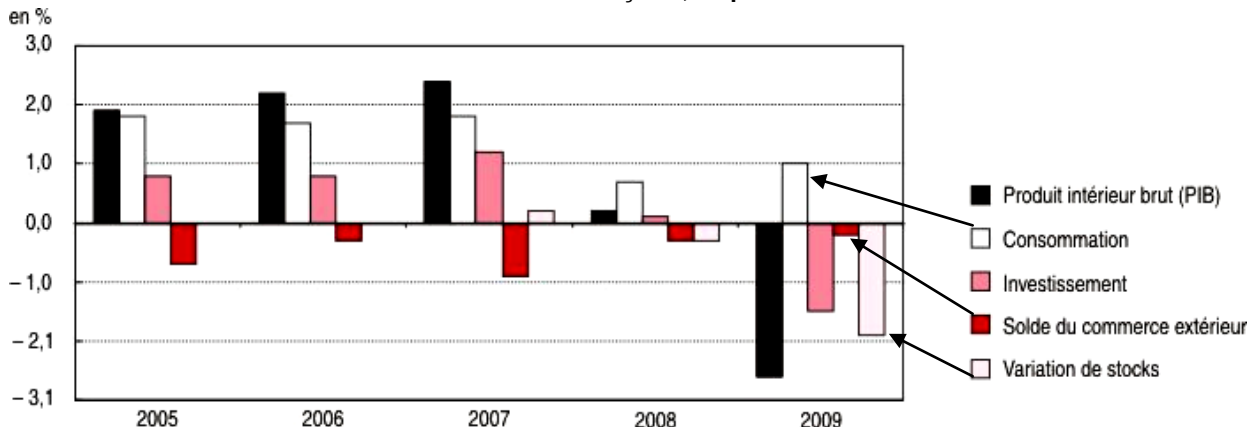
PIB + = + + +

PIB = + FBCF + Variation des stocks + (..... -).

Q2 – Calculez la part en % de chaque élément de la demande dans le PIB :

- Consommation finale =
- FBCF =
- Solde extérieur =

2 - Contributions à la croissance française, en points de croissance du PIB



Q3 – Faites une phrase avec le chiffre du PIB et celui de la consommation en 2009

.....

.....

.....

3 - La crise financière [de 2008] consécutive à la crise des subprimes a brutalement conduit à une récession mondiale. La contraction de l'activité dans l'ensemble des économies avancées s'accompagne d'une chute du commerce mondial qui entraîne une baisse globale des débouchés à l'exportation pour les entreprises. Parallèlement, la crise financière se traduit par un durcissement des conditions de financement des investissements. Ces deux phénomènes conjugués conduisent à une contraction très marquée de l'investissement productif et de l'emploi.

En 2009, en données brutes, l'économie française recule de 2,6 %.[...] Sur l'année, la production manufacturière recule de 12,1 % ; toutes les grandes branches participent à cette chute. La production énergétique baisse fortement et l'activité dans la construction se contracte (- 5,1 %). L'ampleur de la diminution de la production de services principalement marchands est inédite depuis l'après-guerre (- 2,1 %), en particulier dans les services aux entreprises et dans les transports.[...]

L'investissement des entreprises non financières se contracte (- 8,0 %), particulièrement en biens d'équipement et en construction. Comme lors des précédentes phases de fort ralentissement ou de récession, les entreprises déstockent massivement. Alors même que les perspectives se dégradent, tant pour la demande que pour les prix de vente, l'aggravation de la crise financière à l'automne 2008 les a conduites à limiter au maximum leurs besoins de trésorerie. À lui seul, le déstockage réduit le PIB de 1,9 point sur l'année.

(Source : Les comptes de la Nation en 2009 : une récession sans précédent depuis l'après-guerre, Insee Première mai 2010)

Q4 – A l'aide des trois documents, remplissez le texte à trous suivant :

Entre 2005 et 2007, l'économie française est en.....Le PIB augmente de plus en plus..... en passant de% en 2005 à% en 2007. Cette.....est soutenue principalement par lafinale qui représente.....point de croissance en 2007 soit.....% de la l'augmentation du PIB et par la FBCF dont l'augmentation explique la.....de la croissance. Cependant, le.....du commerce extérieur freine cette expansion de près d'.....point.

A partir de 2007, l'économie française subit un net.....en 2008 et une forte..... en 2009. Le PIB n'augmente que de.....% en 2008 etde.....% en 2009. La crise des subprimes, apparue aux Etats-Unis en 2008, se traduit pour la France par unedes exportations et une diminution du.....des banques. En conséquence, les entreprises.....moins, déstockent et diminuent leursLa chute de la FBCF de.....% en 2009 expliquent plus de la.....de la baisse du PIB et le déstockage en est responsable, quant à lui, de près des.....quart. Seule ladesempêche la production de s'effondrer davantage. Cependant, la baisse du.....en 2009 se traduit par une montée du.....qui va accentuer le ralentissement de la consommation des ménages et prolonger la.....

Q5 – A l'aide du tableau mettez un nom sur chaque flèche du circuit macroéconomique : Consommation finale, FBCF (2 fois), Chiffre d'affaires, prélèvements obligatoires (2 fois), revenus primaires, importations, prêts (3 fois), revenu mixte, placements (2 fois), prestations sociales, intérêts (3 fois), exportations.

